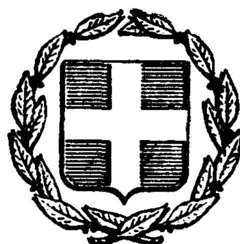


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 1 ΙΟΥΝΙΟΥ 1988 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 113

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1784

Κύρωση τροποποιημένης Καταστατικής Πράξης του Διεθνούς Οργανισμού Μετανάστευσης.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η τροποποιημένη Καταστατική Πράξη του Διεθνούς Οργανισμού Μετανάστευσης που υιοθετήθηκε στις 20 Μαΐου 1987 κατά την πεντηκοστή πέμπτη έκτακτη σύνοδο του Συμβουλίου της Διακυβερνητικής Επιτροπής Μετανάστευσης, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONSTITUTION*
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

PREAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,
RAPPELANT

la résolution adoptée de 5 décembre 1951 par la Conférence des migrations de Bruxelles,

RECONNAISSANT

que l'octroi, à une échelle internationale, de services de migration est souvent requis pour assurer le déroulement harmonieux des mouvements migratoires dans le monde et pour faciliter, dans les conditions les plus favorables, l'établissement et l'intégration des migrants dans la structure économique et sociale du pays d'accueil,

que des services de migration similaires peuvent également être requis lors de migrations temporaires, de migrations de retour et de migrations intra-régionales,

que la migration internationale inclut également celle de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres personnes contraintes de quitter leur pays et qui ont besoin de services internationaux de migration,

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales en vue de faciliter l'émigration de personnes désireuses de partir pour des pays où elles pourront, par leur travail, subvenir à leurs besoins et mener avec leurs familles une existence digne dans le respect de la personne humaine,

que la migration peut stimuler la création de nouvelles activités économiques dans les pays d'accueil et qu'une relation existe entre la migration et les conditions économiques, sociales et culturelles dans les pays en développement,

que les besoins des pays en développement devraient être pris en considération en matière de coopération et d'autres activités internationales relatives à la migration,

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales, gouvernementales, en matière de recherches et de consultations sur les questions de migration, non seulement en ce qui concerne le processus migratoire mais aussi la situation et les besoins spécifiques du migrant en tant qu'être humain,

que le mouvement des migrants devrait, dans la mesure du possible, être effectué par les services de transport réguliers, étant entendu qu'il est nécessaire en certaines circonstances de recourir à des facilités supplémentaires ou différentes,

qu'une coopération et une coordination étroites doivent exister entre les Etats, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, sur les questions de migration et de réfugiés,

qu'un financement international des activités liées à la migration internationale est nécessaire,

ETABLISSENT

l'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, ci-après dénommée l'Organisation, et ACCEPTENT LA PRESENTE CONSTITUTION.

CHAPITRE I - OBJECTIFS ET FONCTIONS

Article 1

1. Les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

a) de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou qui, autrement, ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;

b) de s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, pour lesquels des arrangements pourront être faits entre l'Organisation et des Etats intéressés, y compris ceux qui s'engagent à les accueillir;

c) de fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de lagues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre assistance conforme aux buts de l'Organisation;

d) de fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;

e) d'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, un forum pour des échanges de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue de développer des solutions pratiques.

2. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'Organisation coopère étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions de migration, de réfugiés et de ressources humaines afin, entre autres, de faciliter la coordination des activités internationales en ces domaines. Cette coopération s'exercera dans le respect mutuel des compétentes des organisations concernées.

3. L'Organisation reconnaît que les critères d'admission et le nombre des immigrants à admettre sont des questions qui relèvent de la compétence nationale des Etats et, dans l'accomplissement de ses fonctions, il se conforme aux lois et règlements ainsi qu'à la politique des Etats intéressés.

CHAPITRE II - MEMBRES

Article 2

Sont membres de l' Organisation :

a) Les Etats qui, étant membres de l' Organisation, ont accepté la présente Constitution suivant l' article 34 ou auxquels s' appliquent les dispositions de l' article 35;

b) les autres Etats qui ont fourni la preuve de l' intérêt qu' ils portent au principe de la libre circulation des personnes et qui s' engagent au moins à

---

* Le présent texte incorpore dans la Constitution du 19 octobre 1953 du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (dénomination antérieure de l'Organisation) les amendements adoptés le 20 mai 1987 et entrés en vigueur le ...

apporter aux dépenses d' administration de l' Organisation une contribution financière dont le taux sera convenu entre le Conseil et l' Etat intéressé, sous réserve d' une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers et de leur acceptation de la présente Constitution.

Article 3

Tout Etat membre peut nofifier son retrait de l' Organisation avec effet à la fin de l' exercice annuel. Cette notification doit être donnée par écrit et parvenir au Directeur général de l' Organisation quatre mois au moins avant la fin de l' exercice. Les obligations financières vis-à-vis de l' Organisation d' un Etat membre qui aurait notifié son retrait s' appliqueront à la totalité de l' exercice au cours duquel la notification aura été donnée.

Article 4

1. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières à l' égard de l' Organisation pendant deux exercices financiers consécutifs, le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des deux tiers, suspendre le droit de vote et tout ou partie des services dont cet Etat membre bénéficie. Le Conseil a l' autorité de rétablir ce droit de vote et ces services par une décision prise à la majorité simple.

2. Tout Etat membre peut être suspendu de la qualité de membre par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers s' il contrevient de manière persistance aux principes de la présente Constitution. Le Conseil a l' autorité de restaurer cette qualité de membre par une décision prise à la majorité simple.

CHAPITRE III - ORGANES

Article 5

Les organes de l' Organisation sont :

a) le Conseil;
b) le Comité exécutif;
c) l' Administration.

CHAPITRE IV - CONSEIL

Article 6

Les fonctions du Conseil, outre celles indiquées dans d'autres dispositions de la présente Constitution, consistent à :

a) arrêter la politique de l'Organisation;
b) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Comité exécutif;
c) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Directeur général;
d) étudier et approuver le programme, le budget, les dépenses et les comptes de l'Organisation;
e) prendre toutes autres mesures en vue d'atteindre les objectivs de l'Organisation.

Article 7

1. Le Conseil est composé des représentants des Etats membres.
2. Chaque Etat membre désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.
3. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

Article 8

Le Conseil peut, à leur demande, admettre des Etats non membres et des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, qui s'occupent de migration, de réfugiés ou de ressources humaines en qualité d'observateurs à ses réunions, dans les conditions qui peuvent être prescrites par son règlement. De tels observateurs n'auront pas le droit de vote.

Article 9

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire sur la demande :

a) du tiers de ses membres;
b) du Comité exécutif;
c) du Directeur général ou du Président du Conseil, en cas d'urgence.

3. Au début de chaque session ordinaire, le Conseil élit un Président et les autres membres du bureau dont le mandat est d'une année.

Article 10

Le Conseil peut créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 11

Le Conseil adopte son propre règlement.

CHAPITRE V - COMITE EXECUTIF

Article 12

Les fonctions du Comité exécutif consistent à :

a) examiner et revoir la politique, les programmes et les activités de l'Organisation, les rapports annuels du Directeur général et tous rapports spéciaux;
b) examiner toutes les questions financières ou budgétaires qui relèvent de la comptétence du Conseil;
c) considérer toute affaire qui lui est soumise spécialement par le Conseil, y compris la révision du budget, et prendre à ce sujet les mesures qui paraîtraient nécessaires;
d) conseiller le Directeur général sur toute affaire que celui-ci pourrait lui soumettre;
a) prendre, entre les sessions du Conseil, toute décision urgente sur des questions relevant de la compétence du Conseil, décisions qui seront soumises à l' approbation de ce dernier lors de sa session suivante;
f) présenter au Conseil ou au Directeur général, de sa propre initiative, des avis ou des propositions;
g) transmettre au Conseil des rapports et, le cas échéant, des recommandations sur les affaires traitées.

Article 13

1. Le Comité exécutif est composé des représentants de neuf Etats membres. Ce nombre peut être augmenté par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, étant entendu qu'il ne sera pas supérieur au tiers du nombre total des membres de l'Organisation.

2. Ces Etats membres sont élus par le Conseil pour deux ans et sont rééligibles.

3. Chaque membre du Comité exécutif désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.

4. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

Article 14

1. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an. Il se réunira, selon les besoins, afin d'exercer ses fonctions, sur la demande :

a) de son président;

b) du Conseil;

c) du Directeur général après consultation du président du Conseil;

d) de la majorité de ses membres.

2. Le Comité exécutif élit parmi ses membres un président et un vice-président dont le mandat est d'une année.

Article 15

Le Comité exécutif peut, sous réserve d'un éventuel réexamen par le Conseil, créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 16

Le Comité exécutif adopte on propre règlement.

CHAPITRE VI - ADMINISTRATION

Article 17

L' Administration comprend un Directeur général. un Directeur général adjoint ainsi que le personnel fixé par le Conseil.

Article 18

1. Le Directeur général et le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil à la majorité des deux tiers et pourront être réélus. La durée de leur mandat sera normalement de cinq ans mais, dans des cas exceptionnels, pourra être inférieure si le Conseil en décide ainsi à la majorité des deux tiers. Ils remplissent leurs fonctions aux termes de contrats approuvés par le Conseil et signés, au nom de l'Organisation, par le Président du Conseil.

2. Le Directeur général est responsable devant le Conseil et le Comité exécutif. Il administre et dirige les services de l'Organisation conformément à la présente Constitution, à la politique générale et aux décisions du Conseil et du Comité exécutif ainsi qu'aux règlements adoptés par eux. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par le Conseil.

Article 19

Le Directeur général nomme le personnel de l'Administration conformément au statut du personnel adopté par le Conseil.

Article 20

1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Etat ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

2. Chaque Etat membre s'engage ᾱ respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général, du Directeur général adjoint et du personnel et à ne pas charcher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3. Pour le recrutement et l'emploi du personnel, les capacités, la compétence et les qualités d'intérgrité doivent être considérées come des conditions primordiales; sauf circonstances spéciales, le personnel doit être recruté parmi les ressortissants des Etats membres de l'Organisation, en tenant compte du principe d'une répartition géographique équitable.

Article 21

Le Directeur général assiste, ou se fait représenter par le Directeur général adjoint ou un autre fonctionnaire désigné, à toutes les sessions du Conseil, du Comité exécutif et des sous-comités. Le Directeur général, ou son représentant désigné, peut prendre part aux débats, sans droit de vote.

Article 22

Lors de la session ordinaire du Conseil qui suit la fin de chaque exercice financier, le Directeur général présente au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif,un rapport sur les travaux de l'Organisation, donnant un compte rendu complet de ses activités au cours de l' année écoulée.

CHAPITRE VII - SIEGE

Article 23

1. L'Organisation a son siège à Genève. Le Conseil peut décider, par un vote à la majorité des deux tiers, de transférer le siège dans un autre lieu.

2. Les réunions du Conseil et du Comité exécutif ont lieu à Genève, a moins que les deux tiers des membres du Conseil ou, respectivement, du Comité exécutif n'aient décidé de se réunir ailleurs.

CHAPITRE VIII - FINANCES

Article 24

Le Directeur général soumet au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un budget annuel comprenant les dépenses d'admiànistration et d'opérations et les recettes prévues, des prévisions supplémentaires en cas de besoin et les comptes annuels ou spéciaux de l'Organisation.

Article 25

1. Les ressources nécessaires aux dépenses de l'Organisation sont constituées :

a) en ce qui concerne la partie administrative du budget, par des contributions en espèces des Etats membres, qui seront dues au début de l'exercice financier auquel elles se rapportent et acquittées sans retard;

b) en ce qui concerne la partie du budget relative aux opérations, par des contributions en espèces, en nature ou sous forme de services des Etats membres, d'autres Etats,d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, d'autres entités juridiques ou de personnes privées, contributions qui seront acquittées aussitôt que possible et en entier avant l'expiration de l'exercice financier auquel elles se rapportent.

2. Tout Etat membre doit verser à la partie administrative du budget de l'Organisation une contribution dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat membre concerné.

3. Les contributions aux dépenses d'opérations de l'Organisation sont volontaires et tout participant à la partie du budget relative aux opérations peut convenir avec l'Organisation des termes et conditions d'emploi de ses contributions en conformité avec les objectifs et les fonctions de l'Organisation.

4. a) Les dépenses d'administration au siège et toutes les autres dépenses administratives, sauf celles effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa

1 c) et d) de l'article 1, seront imputées sur la partie administrative du budget;

b) Les dépenses d'opérations ainsi que les dépenses administratives effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1 seront imputées sur la partie du budget relative aux opérations.

5. Le Conseil veillera à ce que la gestion administrative soit assurrée d'une manière efficace et économique.

Article 26

Un règlement financier est établi par le Conseil.

CHAPITRE IX - STATUT JURIDIQUE

Article 27

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle jouit de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, et en particulier de la capacité, selon les lois de l'Etat : a) de contracter; b) d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer, c) de recevoir et de dépenser des fonds publics et privés; d) d'ester en justice.

Article 28

1. L'Organisation jouira des privilèges et immunités qui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

2. Les représentants des Etats membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel de l'Administration jouiront également des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

3. Ces privilèges et immunités seront définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats concernés ou par d'autres mesures prises par ces Etats.

CHAPITRE X - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

1. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente Constitution ou dans les règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif, toutes les décisions du Conseil, du Comité exécutif et de tous les sous-comités sont prises à la majorité simple.

2. Les majorités prévues par les dispositions de la présente Constitution ou des règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif s'entendent des membres présents et votants.

3. Un vote n'est valable que si la majorité des membres du Conseil, du Comité exécutif ou du sous-comité intéressé est présente.

Article 30

1. Les textes des amendements proposés à la présente Constitution seront communiqués par le Directeur général aux gouvernements des Etats membres trois mois au moins avant qu'ils soient examinés par le Conseil.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers des membres du Conseil et acceptés par les deux tiers des Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, étant entendu, toutefois, que les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les membres n'entreront en vigueur pour un membre déterminé que lorsque ce membre aura accepté de tels amendments.

Article 31

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Constitution qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, sera déféré à la Cour internationale de Justice conformément au Statut de ladite Cour, à moins que les Etats membres intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement dans un délai raisonnable.

Article 32

Sous réserve de l'approbation des deux tiers des membres du Conseil, l'Organisation peut reprendre de toute autre organisation ou institution internationale dont les objectifs ressortissent au domaine de l'Organisation, les activites, ressources et obligations qui pourraient être fixés par un accord international ou un arrangement convenu entre les autorités compétentes des organisations respectives.

Article 33

Le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des trois quarts de ses membres, prononcer la dissolution de l'Organisation.

Article 34*

Le présent Acte constitutif entrera en vigueur, pour les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui l'auront accepté, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, le jour de la première réunion dudit Comité après que :

a) les deux tiers au moins des membres du Comité et

b) un nombre de membres versant au moins 75 pour cent des contributions à la partie administrative du budget,

auront notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte.

Article 35*

Les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, n'auront pas notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte, peuvent rester merbres du Comité pendant une année à partir de cette date, s'ils apportentune contribution aux dépense d'administration du Comité conformément aux termes de l'alinéa 2 de l'article 25; ils conservent pendant cette période le droit d'accepter l'Acte constitutif.

Article 36

Les textes français, anglais et espagnol de la présente Constitution sont considérés comme également authentiques.

---

* Les articles 34 et 35 ont été mis en oeuvre lorsde l'entrée en vigueur de la Constitution le 30 novembre 1954.

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΗ ΠΡΑΞΗ* ΤΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΜΕΤΑΝΑΣΤΕΥΣΗΣ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ

Έχοντας υπόψη:

Την Απόφαση της 5ης Δεκεμβρίου 1951 της Συνδιάσκεψης Μετανάστευσης των Βρυξελλών,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ

Ότι η παροχή μεταναστευτικών υπηρεσιών, σε διεθνές επίπεδο, είναι συχνά αναγκαία για την εξασφάλιση προγραμματισμένης ροής στις μεταναστευτικές κινήσεις ανά τον κόσμο, και τη διευκόλυνση της εγκατάστασης και ένταξης των μεταναστών, υπό τις πιο ευνοϊκές συνθήκες, στην οικονομική και κοινωνική δομή της χώρας υποδοχής,

ότι η παροχή παρόμοιων μεταναστευτικών υπηρεσιών μπορεί επίσης να είναι αναγκαία για την προσωρινή μετανάστευση, την παλιννόστηση και την ενδο—ζωνική μετανάστευση,

ότι η διεθνής μετανάστευση περιλαμβάνει και τη μετανάστευση των προσφύγων, των εκτοπισμένων ατόμων και άλλων προσώπων που αναγκάζονται να εγκαταλείψουν την πατρίδα τους και έχουν ανάγκη από διεθνείς μεταναστευτικές υπηρεσίες,

ότι παρίσταται ανάγκη να προαχθεί η συνεργασία μεταξύ Κρατών και διεθνών οργανισμών με σκοπό τη διευκόλυνση της μετανάστευσης προσώπων τα οποία επιθυμούν να μεταναστεύσουν σε χώρες, όπου θα μπορούν να εξασφαλίσουν οικονομική ανεξαρτησία με την εργασία τους και να ζήσουν με τις οικογένειές τους με αξιοπρέπεια και αυτοσεβασμό,

ότι η μετανάστευση μπορεί να προκαλέσει τη δημιουργία νέων οικονομικών ευκαιριών στις χώρες υποδοχής και ότι υφίσταται σχέση μεταξύ της μετανάστευσης και των οικονομικών, κοινωνικών και πολιτιστικών συνθηκών στις αναπτυσσόμενες χώρες,

ότι στη συνεργασία και στις άλλες διεθνείς μεταναστευτικές δραστηριότητες πρέπει να λαμβάνονται υπόψη οι ανάγκες των αναπτυσσόμενων χωρών,

ότι παρίσταται ανάγκη να προαχθεί η συνεργασία μεταξύ Κρατών και διεθνών οργανισμών, κυβερνητικών και μη κυβερνητικών, για έρευνα και διαβουλεύσεις σε θέματα μετανάστευσης όχι μόνο σε ό,τι αφορά στη μεταναστευτική διαδικασία, αλλά και στις ειδικές συνθήκες και ανάγκες του ίδιου του μετανάστη ως ανθρώπινης υπόστασης,

ότι η μετακίνηση των μεταναστών πρέπει, κατά το δυνατό, να πραγματοποιείται με κανονικά μέσα μεταφοράς, αλλά ορισμένες φορές είναι δυνατό να παρίσταται ανάγκη να χρησιμοποιηθούν πρόσθετες ή άλλες μεταφορικές ευκολίες,

ότι πρέπει να υφίσταται στενή συνεργασία και συντονισμός μεταξύ Κρατών και διεθνών οργανισμών, κυβερνητικών και μη κυβερνητικών, σε θέματα μετανάστευσης και προσφύγων,

ότι παρίσταται ανάγκη για διεθνή χρηματοδότηση των υπηρεσιών που αναφέρονται στη διεθνή μετανάστευση,

ΙΔΡΥΟΥΝ

το ΔΙΕΘΝΗ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟ ΜΕΤΑΝΑΣΤΕΥΣΗΣ, που στο εξής θα αναφέρεται ως ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ και

ΑΠΟΔΕΧΟΝΤΑΙ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΗ ΠΡΑΞΗ.

Κεφάλαιο Ι
ΣΚΟΠΟΣ ΚΑΙ ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΕΣ

Άρθρο 1

Ο σκοπός και οι λειτουργίες του Οργανισμού είναι:

α) να λαμβάνει κάθε μέτρο για την οργανωμένη μεταφορά, των μεταναστών, για τους οποίους οι υφιστάμενες διευκολύνσεις θεωρούνται ανεπαρκείς ή οι οποίοι, διαφορετικά, δε θα μπορούσαν να μετακινηθούν χωρίς ιδιαίτερη βοήθεια, σε χώρες που παρέχουν δυνατότητες προγραμματισμένης εισδοχής μεταναστών,

β) να μεριμνά για την οργανωμένη μεταφορά προσφύγων, εκτοπισμένων προσώπων και άλλων ατόμων που έχουν ανάγκη από διεθνείς μεταναστευτικές υπηρεσίες, για τα οποία μπορεί να γίνουν διευθετήσεις μεταξύ του Οργανισμού και των ενδιαφερομένων Κρατών, στα οποία περιλαμβάνονται και τα Κράτη που αναλαμβάνουν να δεχθούν τα άτομα αυτά,

γ) να μεριμνά, με αίτηση και σε συμφωνία με τα ενδιαφερόμενα Κράτη, για την παροχή μεταναστευτικών υπηρεσιών, όπως: η επιλογή και η εγγραφή μεταναστών, η συμπλήρωση των απαιτούμενων διατυπώσεων, η εκπαίδευση σε ξένες γλώσσες, η ενημέρωση, η ιατρική εξέταση, η τοποθέτηση σε εργασία, η παροχή υπηρεσιών που θα διευκόλυναν την υποδοχή και την ένταξη, η παροχή συμβουλευτικών υπηρεσιών για ερωτήματα που αφορούν στη μετανάστευση, καθώς και παροχή άλλης βοήθειας που θα ήταν σύμφωνη με τους σκοπούς του Οργανισμού,

δ) να μεριμνά, με αίτηση των Κρατών, για την παροχή παρόμοιων υπηρεσιών, ή σε συνεργασία με άλλους ενδιαφερόμενους Διεθνείς Οργανισμούς για την εκούσια παλιννόστηση στην οποία περιλαμβάνεται και ο εκούσιος επαναπατρισμός,

ε) να προσφέρει στα Κράτη και στους Διεθνείς και άλλους Οργανισμούς ένα βήμα (φόρουμ) για συζητήσεις, ανταλλαγή γνωμών και εμπειριών, καθώς και για την προαγωγή της συνεργασίας και του συντονισμού των ενεργειών σε θέματα διεθνούς μεταναστεύσεως, στα οποία περιλαμβάνεται και η πραγματοποίηση μελετών, σε τέτοια θέματα, με σκοπό την εξεύρεση πρακτικών λύσεων.

2. Κατά την ενάσκηση των λειτουργιών του, ο Οργανισμός θα συνεργάζεται στενά με Διεθνείς Οργανισμούς, κυβερνητικούς και μη κυβερνητικούς, οι οποίοι ασχολούνται με θέματα μετανάστευσης και προσφύγων με σκοπό τη διευκόλυνση, μεταξύ άλλων, του συντονισμού των διεθνών ενεργειών στους τομείς αυτούς. Η συνεργασία αυτή θα πραγματοποιείται με αμοιβαίο σεβασμό προς την αρμοδιότητα κάθε ενδιαφερόμενου οργανισμού.

3. Ο Οργανισμός αναγνωρίζει ότι τα κριτήρια εισδοχής και ο αριθμός των μεταναστών που πρόκειται να γίνουν δεκτοί αποτελούν ζητήματα που ανάγονται στην κυριαρχική δικαιοδοσία των Κρατών. Ο Οργανισμός, κατά την ενάσκηση των λειτουργιών του αυτών, θα συμμορφώνεται με τους νόμους, τους κανονισμούς και την πολιτική των ενδιαφερόμενων Κρατών.

Κεφάλαιο ΙΙ
ΜΕΛΗ

Άρθρο 2

Μέλη του Οργανισμού Μεταναστεύσεως είναι:

α) Τα Κράτη εκείνα που είναι μέλη του Οργανισμού και που αποδέχτηκαν την παρούσα Καταστατική Πράξη, σύμφωνα με το άρθρο 34, ή τα Κράτη εκείνα στα οποία έχουν εφαρμογή οι διατάξεις του άρθρου 35.

β) Άλλα Κράτη, που έχουν αποδεδειγμένο ενδιαφέρον για την Αρχή της ελεύθερης μετακίνησης των ατόμων και που αναλαμβάνουν να εισφέρουν οικονομικώς, τουλάχιστο, στις δαπάνες διοικήσεως του Οργανισμού. Το ποσοστό της εισφοράς συμφωνείται μεταξύ του Συμβουλίου και του ενδιαφερόμενου Κράτους, με την προϋπόθεση ότι η απόφαση του Συμβουλίου λαμβάνεται με πλειοψηφία 2/3, και ότι το ενδιαφερόμενο Κράτος αποδέχεται την παρούσα Καταστατική Πράξη.

Άρθρο 3

Κάθε Κράτος — Μέλος μπορεί να γνωστοποιήσει την απόφασή του ότι θα αποχωρήσει από τον Οργανισμό, με λήξη του οικονομικού έτους. Η γνωστοποίηση πρέπει να γίνει εγγράφως και να περιέλθει στο Γενικό Διευθυντή του Οργα-

---

* Το παρόν κείμενο περιλαμβάνει την Καταστατική Πράξη της 19ης Οκτωβρίου 1953 της Διακυβερνητικής Επιτροπής Μετανάστευσης εξ' Ευρώπης (προηγούμενη ονομασία του Οργανισμού), και τις τροποποιήσεις που υιοθετήθηκαν στις 20 Μαΐου 1987 και τέθηκαν σε ισχύ στις ....

νιμού. τουλάχιστον 4 μήνες πριν από τη λήξη του οικονομικού έτους. Οι οικονομικές υποχρεώσεις προς τον Οργανισμό του Κράτους—Μέλους, που γνωστοποίησε την απόφασή του να αποχωρήσει, θα καλύπτουν ολόκληρο το οικονομικό έτος κατά το οποίο έγινε η γνωστοποίηση.

Άρθρο 4

1. Εάν Κράτος — Μέλος δεν εκπληρώσει τις οικονομικές του υποχρεώσεις προς τον Οργανισμό για δύο συνεχή οικονομικά έτη, το Συμβούλιο μπορεί με πλειοψηφία 2/3 ν' αναστείλει το δικαίωμα ψήφου αυτού του Κράτους — Μέλους και να διακόψει όλες ή μέρος των υπηρεσιών, στις οποίες έχει αυτό το δικαίωμα. Το Συμβούλιο έχει τη δικαιοδοσία ν' αποκαταστήσει Κράτος — Μέλος στο δικαίωμα συμμετοχής του στην ψηφοφορία και στις υπηρεσίες, με απλή πλειοψηφία.

2. Κάθε Κράτος — Μέλος μπορεί ν' απολέσει την ιδιότητα του μέλους, με απόφαση του Συμβουλίου που λαμβάνεται με πλειοψηφία 2/3, αν επιμόνως παραβιάζει τις αρχές της παρούσας Καταστατικής Πράξης. Το Συμβούλιο, με απλή πλειοψηφία, έχει τη δικαιοδοσία ν' αποκαθιστά Κράτος στην ιδιότητά του ως μέλους του Οργανισμού.

Κεφάλαιο III

ΟΡΓΑΝΑ

Άρθρο 5

Όργανα του Οργανισμού είναι:

α) Το Συμβούλιο.

β) Η Διοικούσα Επιτροπή.

γ) Η Διοίκηση.

Κεφάλαιο IV

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Άρθρο 6

Έργα του Συμβουλίου, εκτός απ' αυτά που αναφέρονται σ' άλλα άρθρα της παρούσας Καταστατικής Πράξης, είναι:

α) Να καθορίζει την πολιτική του Οργανισμού.

β) Να μελετά τις εκθέσεις και να κατευθύνει τις εργασίες της Εκτελεστικής Επιτροπής.

γ) Να μελετά τις εκθέσεις και να κατευθύνει τις ενέργειες του Γενικού Διευθυντή.

δ) Να μελετά και να εγκρίνει το πρόγραμμα, τον προϋπολογισμό, τις δαπάνες και τους λογαριασμούς του Οργανισμού.

ε) Να προβαίνει σε κάθε άλλη ενδεδειγμένη ενέργεια για την προαγωγή των σκοπών του Οργανισμού.

Άρθρο 7

1. Το Συμβούλιο αποτελείται από αντιπροσώπους των Κρατών - Μελών.

2. Κάθε Κράτος - Μέλος συμμετέχει με έναν αντιπρόσωπο και με όσα αναπληρωματικά μέλη και συμβούλους έκρινε ότι είναι αναγκαίοι.

3. Κάθε Κράτος - Μέλος έχει μία ψήφο στο Συμβούλιο.

Άρθρο 8

Το Συμβούλιο μπορεί να δεχθεί, κατόπιν αιτήσεώς τους, Κράτη μη Μέλη και Διεθνείς Οργανισμούς, κυβερνητικούς και μη κυβερνητικούς, που ασχολούνται με θέματα μετανάστευσης, προσφύγων ή ανθρώπινου εργατικού δυναμικού, ως παρατηρητές στις συνεδριάσεις του, υπό προϋποθέσεις που θα καθορίζονταν στον κανονισμό λειτουργίας του. Οι παρατηρητές δεν έχουν δικαίωμα ψήφου.

Άρθρο 9

1. Το Συμβούλιο συνέρχεται, σε τακτική Σύνοδο, μία φορά το χρόνο.

2. Το Συμβούλιο συνέρχεται σε έκτακτες Συνόδους, με αίτηση:

α) του ενός τρίτου των μελών,

β) της Εκτελεστικής Επιτροπής,

γ) του Γενικού Διευθυντή ή του Προέδρου του Συμβουλίου, σε επείγουσες περιπτώσεις.

3. Το Συμβούλιο εκλέγει, κατά την έναρξη κάθε τακτικής Συνόδου, τον Πρόεδρο και τ' άλλα μέλη του Προεδρείου, για περίοδο ενός έτους.

Άρθρο 10

Το Συμβούλιο μπορεί να καταρτίζει υποεπιτροπές, αν αυτό κρινόταν αναγκαίο για τη σωστή εκπλήρωση του έργου του.

Άρθρο 11

Το Συμβούλιο καταρτίζει τον κανονισμό λειτουργίας του.

Κεφάλαιο V

ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Άρθρο 12

Έργα της Εκτελεστικής Επιτροπής είναι:

α) η μελέτη και η εξέταση της πολιτικής, των προγραμμάτων και των δραστηριοτήτων του Οργανισμού, καθώς και η μελέτη και εξέταση της ετήσιας έκθεσης του Γενικού Διευθυντή και άλλων ειδικών εκθέσεων,

β) η μελέτη των οικονομικών και των σχετικών με τον προϋπολογισμό θεμάτων που ανάγονται στην αρμοδιότητα του Συμβουλίου,

γ) η εξέταση οποιουδήποτε θέματος που ειδικώς παραπέμπεται σ' αυτήν, από το Συμβούλιο. ακόμη και η αναθεώρηση του προϋπολογισμού, καθώς και η λήψη αποφάσεων, επί των θεμάτων αυτών, που θα έκρινε ότι είναι αναγκαίες,

δ) η παροχή συμβουλών προς το Γενικό Διευθυντή για θέματα τα οποία μπορεί να έχει αυτός παραπέμψει σ' αυτήν,

ε) η λήψη, κατά το χρόνο μεταξύ των συνόδων του Συμβουλίου, επειγουσών αποφάσεων, σε θέματα που ανάγονται στην αρμοδιότητα του Συμβουλίου, τις οποίες πρέπει να παρουσιάσει για έγκριση, από το σώμα αυτό, κατά την επόμενη σύνοδό του,

στ) η υποβολή, με δική της πρωτοβουλία, εισηγήσεων και προτάσεων προς το Συμβούλιο η το Γενικό Διευθυντή,

ζ) η υποβολή εκθέσεων ή προτάσεων προς το Συμβούλιο για θέματα με τα οποία έχει ασχοληθεί.

Άρθρο 13

1. Η Εκτελεστική Επιτροπή αποτελείται από αντιπροσώπους εννέα Κρατών—Μελών. Ο αριθμός των μελών μπορεί ν' αυξηθεί με απόφαση του Συμβουλίου που θα λαμβάνεται με πλειοψηφία 2/3 των ψήφων, υπό τον όρο ότι αυτά δε θα υπερβαίνουν το 1/3 των μελών του Οργανισμού.

2. Τα Κράτη—Μέλη της Εκτελεστικής Επιτροπής εκλέγονται από το Συμβούλιο για ένα χρόνο και είναι επανεκλέξιμα.

3. Κάθε μέλος της Εκτελεστικής Επιτροπής ορίζει έναν αντιπρόσωπο και όσους αναπληρωματικούς και συμβούλους έκρινε ότι είναι αναγκαίοι.

4. Κάθε μέλος της Εκτελεστικής Επιτροπής έχει μία ψήφο.

Άρθρο 14

1. Η Εκτελεστική Επιτροπή συνέρχεται τουλάχιστον μία φορά το χρόνο.

Η Εκτελεστική Επιτροπή μπορεί να συγκαλείται όσες φορές είναι αναγκαίο, το χρόνο, για να διεκπεραιώσει το έργο της, με αίτηση:

α) του Προέδρου της,

β) του Συμβουλίου,

γ) του Γενικού Διευθυντή, μετά από συνεννόηση με τον Πρόεδρο του Συμβουλίου,

δ) της πλειοψηφίας των μελών της.

2. Η Εκτελεστική Επιτροπή εκλέγει, μεταξύ των μελών της, τον Πρόεδρο και τον αντιπρόεδρο, για περίοδο ενός έτους.

Άρθρο 15

Η Εκτελεστική Επιτροπή μπορεί με έγκριση του Συμβουλίου να καταρτίζει υποεπιτροπές, που θα έκρινε ότι είναι αναγκαίες για τη διεκπεραίωση του έργου της.

Άρθρο 16

Η Εκτελεστική Επιτροπή συντάσσει τον κανονισμό λειτουργίας της.

Κεφάλαιο VI
ΔΙΟΙΚΗΣΗ

Άρθρο 17

Η Διοίκηση περιλαμβάνει το Γενικό Διευθυντή, τον αναπληρωτή Γενικό Διευθυντή, και όσο προσωπικό καθορίζει το Συμβούλιο.

Άρθρο 18

1. Ο Γενικός Διευθυντής και ο αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής εκλέγονται από το Συμβούλιο, με πλειοψηφία 2/3, και είναι επανεκλέξιμοι. Η θητεία τους είναι πενταετής, μπορεί όμως, σε εξαιρετικές περιπτώσεις, να είναι μικρότερης διάρκειας, εφ' όσον αυτό αποφάσισε το Συμβούλιο με πλειοψηφία 2/3. Ο Γενικός Διευθυντής και ο αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής εκτελούν τα καθήκοντά τους σύμφωνα με τους όρους των συμβάσεών τους που εγκρίνονται από το Συμβούλιο και υπογράφονται, για λογαριασμό του Οργανισμού, από τον Πρόεδρο του Συμβουλίου.

2. Ο Γενικός Διευθυντής είναι υπεύθυνος έναντι του Συμβουλίου και της Εκτελεστικής Επιτροπής. Ο Γενικός Διευθυντής διοικεί και διευθύνει τις υπηρεσίες του Οργανισμού, σύμφωνα με την παρούσα Καταστατική Πράξη και την πολιτική και τις αποφάσεις του Συμβουλίου και της Εκτελεστικής Επιτροπής καθώς και τους κανόνες και τους κανονισμούς που θεσπίζονται από τα όργανα αυτά. Ο Γενικός Διευθυντής υποβάλλει προτάσεις προς το Συμβούλιο σχετικά με τα ενδεδειγμένα μέτρα που πρέπει αυτό να λάβει.

Άρθρο 19

Ο Γενικός Διευθυντής διορίζει το διοικητικό προσωπικό σύμφωνα με τους κανονισμούς προσωπικού που εγκρίνονται από το Συμβούλιο.

Άρθρο 20

1. Κατά την εκτέλεση των καθηκόντων τους, ο Γενικός Διευθυντής, ο αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής και το προσωπικό υποχρεούνται ούτε να ζητούν ούτε να δέχονται οδηγίες από οποιοδήποτε Κράτος ή αρχή, έξω από τον Οργανισμό. Πρέπει να απέχουν από κάθε πράξη ασυμβίβαστη προς την ιδιότητά τους ως διεθνών υπαλλήλων.

2. Κάθε Κράτος—Μέλος αναλαμβάνει την υποχρέωση να σέβεται τον αποκλειστικό διεθνή χαρακτήρα του έργου του Γενικού Διευθυντή και του αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή και του προσωπικού και να μην επιδιώκει να τους επηρεάζει κατά την εκτέλεση των καθηκόντων τους.

3. Ικανότητα, καταλληλότητα και ακεραιότητα χαρακτήρα, είναι τα πρωταρχικά κριτήρια για την πρόσληψη και την χρησιμοποίηση του προσωπικού, που εκτός από ειδικές περιπτώσεις προσλαμβάνεται μεταξύ υπηκόων των Κρατών — Μελών του Οργανισμού, λαμβάνοντας υπόψη, κατά το δυνατό, την αρχή της ισόρροπης γεωγραφικής κατανομής.

Άρθρο 21

Ο Γενικός Διευθυντής παρίσταται ή εκπροσωπείται από τον αναπληρωτή Γενικό Διευθυντή, ή άλλο εκπρόσωπό του, σ' όλες τις συνεδριάσεις του Συμβουλίου, της Εκτελεστικής Επιτροπής και των υποεπιτροπών. Ο Γενικός Διευθυντής, ή ο εκπρόσωπός του, μπορεί να συμμετέχει στις συζητήσεις, χωρίς όμως δικαίωμα ψήφου.

Άρθρο 22

Κατά την τακτική Σύνοδο του Συμβουλίου, την αμέσως επόμενη από τη λήξη κάθε οικονομικού έτους, ο Γενικός Διευθυντής υποβάλλει στο Συμβούλιο, μέσω της Εκτελεστικής Επιτροπής, έκθεση για το έργο του Οργανισμού, που περιέχει πλήρη ανάλυση των δραστηριοτήτων του, κατά το υπό κρίση έτος.

Κεφάλαιο VII
ΕΔΡΑ

Άρθρο 23

1. Ο Οργανισμός έχει την έδρα του στη Γενεύη. Το Συμβούλιο μπορεί με πλειοψηφία 2/3 να αποφασίσει τη μεταφορά της έδρας.

2. Οι συνεδριάσεις του Συμβουλίου και της Εκτελεστικής Επιτροπής γίνονται στην έδρα του Οργανισμού, εκτός αν, με πλειοψηφία 2/3 των μελών τους, το Συμβούλιο ή η Εκτελεστική Επιτροπή, αντίστοιχα, αποφασίσουν να συνεδριάσουν αλλού.

Κεφάλαιο VIII
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑ

Άρθρο 24

Ο Γενικός Διευθυντής υποβάλλει στο Συμβούλιο, μέσω της Εκτελεστικής Επιτροπής, τον ετήσιο προϋπολογισμό που περιλαμβάνει τις δαπάνες διοικήσεως και τις δαπάνες υπηρεσιών (προγραμμάτων), καθώς και τα προβλεπόμενα έσοδα του Οργανισμού, άλλες συμπληρωματικές προβλέψεις, που θα κρίνονταν αναγκαίες, και τις ετήσιες ή ειδικές λογιστικές καταστάσεις του Οργανισμού.

Άρθρο 25

1. Οι ανάγκες του Οργανισμού καλύπτονται από τους εξής πόρους:

α) Ως προς το μέρος του προϋπολογισμού που αφορά στις διοικητικές δαπάνες, από εισφορές σε χρήμα των Κρατών—Μελών, που είναι απαιτητές στην αρχή του οικονομικού έτους, στο οποίο αφορούν και πρέπει να καταβάλλονται το ενωρίτερο δυνατό.

β) Ως προς το μέρος του προϋπολογισμού που αφορά στις υπηρεσίες (προγράμματα), από εισφορές σε χρήμα, σε είδος και υπό μορφή υπηρεσιών των Κρατών—Μελών, άλλων Κρατών, Διεθνών Οργανισμών, κυβερνητικών και μη κυβερνητικών, ή άλλων νομικών προσώπων ή ατόμων, και πρέπει να καταβάλλονται το ενωρίτερο δυνατό, και στο ακέραιο, πριν από τη λήξη του οικονομικού έτους, στο οποίο αφορούν.

2. Τα Κράτη — Μέλη εισφέρουν στο διοικητικό μέρος του προϋπολογισμού του Οργανισμού ποσοστό που συμφωνείται μεταξύ του Συμβουλίου και του ενδιαφερόμενου Κράτους—Μέλους.

3. Οι εισφορές στις δαπάνες για τις υπηρεσίες (προγράμματα) του Οργανισμού είναι προαιρετικές και κάθε εισφέρον μέλος στο τμήμα αυτό του προϋπολογισμού μπορεί να θέτει στον Οργανισμό όρους και προϋποθέσεις, που να συνάδουν προς τους σκοπούς και τα έργα του Οργανισμού, ως προς τη χρησιμοποίηση των εισφορών του.

4. α) Όλες οι δαπάνες διοικήσεως της έδρας του Οργανισμού και όλες οι άλλες διοικητικές δαπάνες, με εξαίρεση αυτές που πραγματοποιούνται για τη διεκπεραίωση των εργασιών που αναφέρονται στη παράγραφο 1C και D του άρθρου 1, βαρύνουν το διοικητικό τμήμα του προϋπολογισμού.

β) Όλες οι δαπάνες που αφορούν τις υπηρεσίες (τα προγράμματα) και οι διοικητικές δαπάνες που πραγματοποιούνται για τη διεκπεραίωση των εργασιών που μνημονεύονται στη παράγραφο 1C και D του άρθρου 1 βαρύνουν το τμήμα προϋπολογισμού που αφορά στις υπηρεσίες (προγράμματα).

5. Το Συμβούλιο λαμβάνει μέριμνα για την αποτελεσματική και οικονομική διαχείριση.

Άρθρο 26

Ο οικονομικός κανονισμός συντάσσεται από το Συμβούλιο.

Κεφάλαιο IX
ΝΟΜΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ

Άρθρο 27

Ο Οργανισμός είναι νομικό πρόσωπο και απολαμβάνει της απαιτούμενης νομικής ικανότητας για την ενάσκηση των λειτουργιών του και την εκπλήρωση των σκοπών του, και ειδικότερα έχει την ικανότητα, σύμφωνα με τους επιτό-

πους νόμους: α) να συμβάλλεται, β) να αποκτά και να διαθέτει κινητή και ακίνητη περιουσία, γ) να εισπράττει και να δαπανά δημόσια και ιδιωτικά κεφάλαια και δ) να παρίσταται ενώπιον των δικαστικών αρχών.

Άρθρο 28

1. Ο Οργανισμός απολαμβάνει των προνομίων και των απαλλαγών εκείνων που είναι απαραίτητα για την ενάσκηση των λειτουργιών του και την εκπλήρωση των σκοπών του.

2. Οι αντιπρόσωποι των Κρατών— Μελών, ο Γενικός Διευθυντής, ο αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής και το προσωπικό διοικήσεως απολαμβάνουν των προνομίων και των απαλλαγών εκείνων που είναι απαραίτητα για την ελεύθερη άσκηση των καθηκόντων τους, που αναφέρονται στο έργο του Οργανισμού.

3. Τα ανώτερα προνόμια και οι απαλλαγές θα καθορίζονται με συμφωνίες που θα συνομολογούνται μεταξύ του Οργανισμού και των ενδιαφερόμενων Κρατών ή με άλλα μέτρα που τα ενδιαφερόμενα Κράτη θα ελάμβαναν.

Κεφάλαιο Χ

ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 29

1. Όλες οι αποφάσεις του Συμβουλίου, της Εκτελεστικής Επιτροπής και των υποεπιτροπών λαμβάνονται με απλή πλειοψηφία, εκτός άν, σαφώς, ορίζεται διαφορετική πλειοψηφία, στην παρούσα Καταστατική Πράξη ή τους κανονισμούς που καταρτίζονται από το Συμβούλιο και την Εκτελεστική Επιτροπή, αντίστοιχα.

2. Η πλειοψηφία, που ορίζεται από τις διατάξεις της παρούσας Καταστατικής Πράξης ή τους κανονισμούς που συντάσσονται από το Συμβούλιο ή την Εκτελεστική Επιτροπή, αναφέρεται στα παρόντα και ψηφίζοντα μέλη.

3. Η ψηφοφορία δεν είναι έγκυρη αν δεν παρίσταται η πλειοψηφία των μελών του Συμβουλίου, της Εκτελεστικής Επιτροπής ή των υποεπιτροπών, αντίστοιχα.

Άρθρο 30

1. Τα κείμενα των προτεινόμενων τροποποιήσεων της παρούσας Καταστατικής Πράξης πρέπει να γνωστοποιηθούν από το Γενικό Διευθυντή στα Κράτη — Μέλη, τρείς τουλάχιστον μήνες πριν αυτές εξετασθούν από το Συμβούλιο.

2. Οι τροποποιήσεις θα τεθούν σε ισχύ, όταν υιοθετηθούν από τα 2/3 των μελών του Συμβουλίου και θα γίνουν δεκτές από τα 2/3 των Κρατών — Μελών κατά τις επιτόπιες συνταγματικές διαδικασίες, με την προϋπόθεση όμως ότι οι τροποποιήσεις που συνεπάγονται νέες υποχρεώσεις για τα Μέλη θα ισχύσουν ως προς κάθε συγκεκριμένο Μέλος μόνον όταν το Μέλος αυτό αποδεχθεί τις τροποποιήσεις αυτές.

Άρθρο 31

Κάθε διένεξη που αναφέρεται στην ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Καταστατικής Πράξης, η οποία δε διευθετείται με διαπραγματεύσεις ή με απόφαση του Συμβουλίου, λαμβανόμενη με πλειοψηφία 2/3, θα παραπέμπεται στο Διεθνές Δικαστήριο, σύμφωνα με τον κανονισμό του Δικαστηρίου αυτού, εκτός αν τα ενδιαφερόμενα Κράτη — Μέλη συμφωνήσουν σ' άλλο τρόπο διακανονισμού, μέσα σ' εύλογο χρονικό διάστημα.

Άρθρο 32

Ο Οργανισμός μπορεί, με έγκριση των 2/3 των μελών του Συμβουλίου, ν' αναλαμβάνει από άλλους διεθνείς οργανισμούς ή ιδρύματα που επιτελούν καθήκοντα και έργα τα οποία εμπίπτουν στους σκοπούς του Οργανισμού, δραστηριότητες, πόρους και υποχρεώσεις οι οποίες θα καθορίζονται βάσει διεθνούς συμφωνίας ή άλλου διακανονισμού μεταξύ των αρμόδιων διοικήσεων των αντίστοιχων οργανισμών.

Άρθρο 33

Το Συμβούλιο μπορεί, με πλειοψηφία 3/4 των μελών του, ν' αποφασίσει τη διάλυση του Οργανισμού.

Άρθρο 34*

Η παρούσα Καταστατική Πράξη τίθεται σε ισχύ για όσα Κράτη — Μέλη της Διακυβερνητικής Επιτροπής Μεταναστεύσεως εξ Ευρώπης αποδέχτηκαν αυτή σύμφωνα με τις αντίστοιχες συνταγματικές τους διαδικασίες την ημέρα της πρώτης συνεδρίασης της Επιτροπής, εφ' όσον:

α) τουλάχιστον τα 2/3 των Μελών της Επιτροπής και

β) αριθμός Μελών των οποίων οι εισφορές αντιπροσωπεύουν τουλάχιστον το 75% του διοικητικού τμήματος του προϋπολογισμού,

θα γνωστοποιήσουν στο Διευθυντή την αποδοχή, από μέρους τους, της παρούσας Καταστατικής Πράξης.

Άρθρο 35*

Όσα Κράτη—Μέλη της Διακυβερνητικής Επιτροπής Μετανάστευσης από την Ευρώπη δεν έχουν, ως την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η παρούσα Καταστατική Πράξη, γνωστοποιήσει προς το Διευθυντή την από μέρους τους αποδοχή της Καταστατικής Πράξης μπορούν να παραμείνουν Μέλη της Επιτροπής για περίοδο ενός έτους, από την ημερομηνία αυτή, εφ' όσον καταβάλουν εισφορά στα έξοδα διοικήσεως της Επιτροπής, σύμφωνα με τη παράγραφο 2 του άρθρου 25. Κατά τη διάρκεια του χρόνου αυτού διατηρούν το δικαίωμα ν' αποδεχθούν την Καταστατική αυτή Πράξη.

Άρθρο 36

Τα κείμενα της παρούσας Καταστατικής Πράξης στην αγγλική, γαλλική και ισπανική γλώσσα θεωρούνται εξ ίσου έγκυρα.

*Τα άρθρα 34 και 35 προστέθηκαν κατά το χρόνο που τέθηκε σε ισχύ η Καταστατική Πράξη στις 30 Νοεμβρίου 1954.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρούμενης Καταστατικής Πράξης από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων των άρθρων 34 και 35 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 31 Μαΐου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΠ. - ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΑΝΤΩΝ. ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 1 Ιουνίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ